

**Segment de haut-niveau
Lundi 7 décembre 2015 (10 heures)**

**Intervention de M. Laurent Fabius,
Président de la COP 21**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
Monsieur le Président du GIEC,
Madame la Secrétaire exécutive,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les négociateurs,

Nous commençons donc ce matin le Segment de haut niveau de cette COP 21.

Lundi dernier, 150 chefs d'Etat et de gouvernement sont venus dire à Paris leur engagement au service de notre planète. Dans cette même salle et dans celle voisine, tous nous ont confié un mandat clair : il faut réussir. Dans nos travaux, nous devons garder à l'esprit cette exigence de succès.

A partir de cette impulsion politique forte et inédite, les négociations du groupe de la plateforme de Durban ont repris leur cours. J'avais demandé que me soit remis, samedi 5 décembre, un projet de texte. Nous l'avons. Nous pouvons en remercier chaleureusement les co-présidents et leurs co-facilitateurs. Vous leur devez aussi, car c'est l'initiative de notre ami Ahmed Djoghlaïf, les pommes de Moselle que vous trouverez devant vous et qui ont été marquées à l'effigie de la COP 21 selon un procédé naturel.

Le projet d'accord sur lequel nous travaillons est plus clair et plus court que le texte de lundi dernier, à l'entrée de la COP. Il contient un peu moins d'options. Les solutions se dessinent plus nettement. C'est

le résultat du travail réalisé depuis le 30 novembre, qui s'appuie sur toutes les discussions engagées depuis la conférence de Durban en 2011.

Les négociateurs ont travaillé intensément, et je les en remercie. Je salue particulièrement les petites délégations, sur lesquelles cet effort pèse plus lourdement que sur les autres. J'ai entendu leur message : je veillerai autant que possible à éviter cette semaine une multiplication excessive des sessions parallèles.

Mesdames et Messieurs les ministres, nous entrons avec vous dans la dernière étape du processus ouvert en 2011 à Durban. Le temps des décisions est venu. Et c'est à vous qu'il appartient de les prendre. Vous êtes des responsables politiques, c'est-à-dire que vous êtes chargés d'apporter des réponses. Je souhaite donc que grâce à vous, l'impulsion politique nécessaire permette de trouver des réponses aux points politiques qui restent encore à résoudre.

Notre temps est très très limité. L'accord que nous devons obtenir doit être formellement adopté le dernier jour de notre Conférence, vendredi 11 décembre, mais, en raison des contraintes procédurales que vous connaissez, cela nous impose d'aboutir jeudi.

C'est pourquoi nous devons – nous tous, ministres, chefs de délégation, négociateurs, présidence – dégager rapidement une vision politique partagée sur les compromis possibles et la traduire dans des formulations juridiques précises. Samedi, devant la session plénière de la Conférence des Parties, j'ai proposé une méthode de travail permettant d'avancer sur ces deux plans.

Afin d'assurer l'unité de nos travaux et d'en garantir à la fois la transparence et l'inclusivité, j'ai proposé – et les Parties ont bien voulu l'accepter – de constituer une instance unique, ouverte à tous, afin de mener des consultations informelles. Ce « Comité de Paris », qui se réunira sous ma présidence au moins une fois par jour, permettra aux Parties de disposer d'une vue d'ensemble sur les discussions en cours. Ses débats seront retransmis sur les écrans du site de la Conférence.

J'ai demandé également à 14 collègues ministres représentatifs de l'ensemble des groupes de négociation de conduire au nom de la Présidence des consultations informelles. La proposition a également été acceptée que nous commençons par traiter quatre des points les plus délicats : la différenciation, les moyens de mise en œuvre, le niveau d'ambition de l'accord et l'action à mener avant 2020. Sur ces quatre thèmes, les discussions ont commencé hier après-midi. J'ai élargi l'équipe de facilitateurs pour pouvoir accorder une attention particulière à des sujets importants : l'adaptation, le préambule et tout autre thème sur lequel ce sera nécessaire.

J'espère que cette organisation sera efficace. Je reste bien sûr à l'écoute de vos préoccupations et de vos suggestions.

Ces points de méthode sont importants, car ils conditionnent la qualité de nos discussions et donc la possibilité de parvenir à un accord. Pour autant, au-delà de ces questions, nous ne devons pas perdre de vue l'essentiel : l'enjeu de cette Conférence, c'est la vie même sur notre planète – la nôtre et celle des générations futures.

En 2015, avec le programme d'action d'Addis-Abeba, les Objectifs de Développement Durable, les 185 contributions nationales déposées à ce jour, nous avons créé les conditions d'un tournant vers un monde plus durable et plus juste. Nous devons, à Paris, y apporter la touche décisive en adoptant un accord climatique universel.

Je compte sur votre engagement en ce sens. Nous pouvons et nous devons réussir. Notre boussole doit être la recherche du consensus. Comme Président de cette Conférence, j'y mettrai comme chacun de vous ma conviction, mon expérience et ma détermination. Merci.